



Assemblée générale

Distr. générale
19 septembre 2001
Français
Original: anglais

Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement

Reprise de la troisième session

15-19 octobre 2001

Point 1 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Mise à jour des activités prévues ou entreprises dans les divers domaines en application de la résolution 55/245 B de l'Assemblée générale

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-2	2
II. Campagne mondiale de sensibilisation	3-5	2
III. Initiatives concrètes des gouvernements et autres partenaires intéressés	6-23	2
A. Gouvernements	6-7	2
B. Principaux partenaires institutionnels	8-12	2
C. Autres organismes des Nations Unies	13-15	3
D. Commissions régionales et autres organes intergouvernementaux	16-23	4
IV. Programme de travail des milieux d'affaires.....	24-25	5
V. Autres activités préparatoires	26	5
 Annexes		
I. Activités de la CNUCED	6	
II. Initiatives de la société civile dans le cadre du financement du développement	8	
III. Calendrier indicatif des activités du secteur des entreprises dans le processus de financement du développement	11	

I. Introduction

1. Dans sa résolution 55/245 B du 25 juillet 2001, l'Assemblée générale a prié le secrétariat de coordination de la concertation sur le financement du développement de suivre les diverses activités entreprises dans le contexte des préparatifs de la Conférence internationale sur le financement du développement, y compris le lancement d'une campagne mondiale de sensibilisation, les initiatives concrètes envisagées par divers partenaires à l'appui du processus et de la Conférence, et l'élaboration, avec les milieux d'affaires, d'un programme de travail portant sur la période allant de mai 2001 jusqu'à la Conférence.

2. La présente note contient une mise à jour des activités prévues ou entreprises dans les divers domaines en application de la résolution 55/245 B. On trouvera des renseignements plus détaillés sur la concertation sur le financement du développement sur le site Web à l'adresse ci-après : <<http://www.un.org/ffd>>.

II. Campagne mondiale de sensibilisation

3. Le Secrétaire général ayant demandé de sensibiliser le public aux questions relatives au financement du développement, le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU a établi, pour la campagne mondiale de sensibilisation, un plan de communication détaillé portant sur la période critique suivant la reprise de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence en octobre 2001 jusqu'à la Conférence elle-même et à la période de suivi. Ce plan vise essentiellement à toucher quatre principaux groupes : les experts et les décideurs, la société civile, les milieux d'affaires et la presse financière et les médias.

4. Depuis mai, une maquette pour la documentation publicitaire et une brochure en papier glacé mettant en relief les six principaux points de l'ordre du jour ont été produites et le site Web de la Conférence a été remanié. La brochure a été diffusée dans le monde entier par les centres d'information. Un dossier destiné à la presse et du matériel audiovisuel ainsi que d'autres publications seront produits avant la fin de l'année civile et une équipe spéciale de fonctionnaires de l'information des organismes des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods sera constituée. Les centres d'information et les commission régionales des

Nations Unies continueront de participer étroitement à la promotion des questions relatives au financement du développement.

5. En outre, les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence ont reçu une publicité à l'échelon international grâce à une vaste campagne mondiale menée à l'occasion du lancement du rapport du Groupe de haut niveau sur le financement du développement (voir A/55/1000), dont la présidence est assurée par l'ancien Président du Mexique, M. Ernesto Zedillo. Des efforts sont déployés dans la presse et d'autres médias pour faire mieux connaître aux décideurs et au grand public les idées maîtresses du rapport et son contenu.

III. Initiatives concrètes des gouvernements et autres partenaires intéressés

A. Gouvernements

6. Un nombre croissant de gouvernements ont manifesté une meilleure connaissance des questions liées au financement du processus de développement et un intérêt accru à cet égard et se sont montrés prêts à faire participer leurs ministères des finances et banques centrales aux prochaines sessions du Comité préparatoire. Plusieurs d'entre eux ont pris des initiatives pour organiser des réunions de coordination sur le financement du développement avec la participation de divers ministères et départements. Certains ont pris des mesures pour renforcer les communications et le dialogue avec la société civile et les milieux d'affaires, notamment au moyen de séminaires nationaux.

7. Le Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre a organisé un atelier sur le financement du développement les 6 et 7 septembre 2001. Un rapport émanant de cet atelier devrait être distribué aux délégations.

B. Principaux partenaires institutionnels

8. Le Comité ministériel conjoint des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement (Comité du développement) devait examiner le financement du développement qui était l'une des principales questions inscrites

à l'ordre du jour de sa réunion de septembre 2001, mais cette réunion a dû être reportée. Le rapport, établi conjointement par des fonctionnaires de la Banque et du Fonds, a été examiné par les Conseils d'administration de ces deux organismes et publié comme document du Comité du développement. Il se peut que ce dernier soit en mesure d'examiner ce rapport avant la quatrième session du Comité préparatoire et publie ensuite un communiqué exposant ses vues sur plusieurs questions se rapportant au programme de financement du développement.

9. À l'issue des réunions du Bureau du Comité préparatoire avec le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale en mars 2000 et février 2001 et de sa réunion avec le Conseil d'administration du FMI, en février 2001, il a été convenu qu'il serait souhaitable de tenir une nouvelle réunion avec chacun des Conseils avant la Conférence. Ces réunions devraient avoir lieu avant la quatrième session du Comité préparatoire.

10. La CNUCED a prévu une série d'activités durant la période précédant la Conférence (voir annexe I). Le Conseil du commerce et du développement examinera la réforme de l'architecture financière internationale lors de sa prochaine session en octobre 2001. Elle prévoit aussi de tenir pendant deux jours un séminaire sur l'accès aux marchés en janvier 2002. La concrétisation de certaines activités prévues sera fonction des fonds disponibles.

11. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'emploie à entreprendre plusieurs activités aux niveaux mondial, régional et national à l'appui des préparatifs de la Conférence internationale sur le financement du développement. À l'échelon mondial, le PNUD poursuit ses activités sur les biens publics mondiaux, notamment en ce qui concerne les éventuels mécanismes et sources de financement nouveaux et supplémentaires. Une série de publications et de nouveaux débats dans le contexte de la concertation sur le financement du développement sont attendus au cours du dernier trimestre de 2001. À cet égard, le PNUD, avec le concours du Gouvernement français, animera une rencontre spéciale sur le financement des biens publics mondiaux le 16 octobre 2001 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le PNUD se propose également de tenir une consultation de haut niveau sur le financement du développement en janvier 2002 en vue de recenser les besoins des pays en développement en matière de ressources et de renforcement des capacités, l'objectif étant de permettre à ces pays d'atteindre

les objectifs de développement définis pour le millénaire.

12. Sur le plan régional, le PNUD a élaboré, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), un projet destiné à appuyer les consultations régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes qui auront lieu au siège de la CEPALC à Santiago (Chili) en novembre 2001. Au niveau national, les bureaux de pays du PNUD appuient la tenue de réunions de partenaires multiples afin d'aider les gouvernements à arrêter des positions nationales sur les questions et recommandations dont sera saisie la Conférence.

C. Autres organismes des Nations Unies

13. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), agissant en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), organise actuellement une rencontre sur le financement des mesures visant à atténuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans le contexte de la concertation sur le financement du développement, au cours de laquelle des mécanismes de financement traditionnels et novateurs devraient être recherchés. La date de cette rencontre sera annoncée en temps voulu.

14. Le FIDA a l'intention d'apporter une contribution à la Conférence internationale sur le financement du développement sous forme d'une analyse approfondie du financement du développement rural. Il organisera les travaux de la prochaine session de son conseil d'administration de manière à aborder ce thème en février 2002. Cette analyse débouchera sur l'établissement d'un document directif détaillé sur le financement du développement rural que le FIDA présentera à la Conférence en mars 2002. Le Fonds espère que ce document viendra renforcer les succès remportés par son *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale : la gageure de mettre fin à la pauvreté rurale* [ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.ifad.org/poverty/ch.cont.pdf>] (New York, Oxford University Press, 2001)], en faisant mieux connaître le secteur rural et les besoins des pauvres en milieu rural.

15. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a parrainé un séminaire sur le thème « Le financement du développement : tendan-

ces nouvelles, formes nouvelles d'exclusion et stratégies proposées pour les femmes de la région », qui a été organisé par Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM) et Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN). Ce séminaire a eu lieu à Cartagena de Indias (Colombie) du 15 au 17 juillet 2001.

D. Commissions régionales et autres organes intergouvernementaux

16. Une réunion conjointe des commissions régionales sur le financement du développement aura lieu à Mexico les 14 et 15 janvier 2002 en vue de mettre au point une approche interrégionale en ce qui concerne diverses questions inscrites à l'ordre du jour. La réunion examinera plus avant certaines recommandations essentielles émanant des consultations régionales tenues en 2000 ayant fait l'objet d'une étude approfondie lors des réunions régionales d'experts prévues en 2001.

17. Outre la réunion conjointe envisagée, certaines commissions régionales entreprennent ou ont prévu d'entreprendre une série d'activités liées au processus préparatoire de la concertation sur le financement du développement. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise une deuxième réunion régionale en Afrique, qui aura lieu les 26 et 27 novembre 2001 à Nairobi (Kenya). Cette réunion devrait procéder à une étude plus approfondie des principales questions intéressant l'Afrique qui se sont dégagées de la première réunion régionale tenue en novembre 2000 à Addis-Abeba et élaborer plusieurs mesures concrètes et propositions touchant l'action à mener.

18. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), organise, de concert avec la Banque asiatique de développement, un atelier sur la mobilisation à l'échelon national d'un financement aux fins du développement : réévaluation du financement bancaire et des marchés obligataires en Asie et dans le Pacifique. Les participants à cet atelier, qui devrait en principe avoir lieu les 22 et 23 novembre 2001, examineront dans l'optique de la CESAP les questions ci-après : a) obstacles observés à la suite de la crise qui entrent l'octroi de prêts bancaires et destinés à financer des projets de développement dans la région; b) développement/renforcement des marchés des obligations afin de diversifier le financement du développement à long terme; et c) financement des

microentreprises, des petites et moyennes entreprises et des ménages sans ressources.

19. La Commission économique pour l'Europe (CEE) organise, en collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, une réunion d'experts d'une journée le 3 décembre 2001 à Genève. Les participants à cette réunion examineront les moyens de mieux tirer parti des investissements étrangers directs et d'améliorer les flux financiers privés dans les pays en transition. Ils devraient formuler une série de recommandations concrètes à cet égard.

20. La CEPALC a organisé en août 2001 un premier colloque latino-américain sur les banques de développement à son siège à Santiago (Chili). Elle prévoit de convoquer également à Santiago une réunion régionale d'experts sur le financement du développement en novembre 2001. L'objectif de cette réunion est d'établir une série de recommandations techniques dans les domaines ci-après : assistance financière d'urgence, participation privée et fourniture de liquidités externes, réglementation et surveillance financières aux fins de la promotion de la stabilité externe, rôle des institutions financières régionales et sous-régionales dans la prévention des crises dans le secteur externe et banques multilatérales de développement et élargissement de l'accès au financement externe à grande échelle. Les recommandations et propositions établies lors de cette réunion seront diffusées auprès des gouvernements de la région afin de les encourager à présenter des propositions à la Conférence internationale sur le financement du développement.

21. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé le 7 juin 2001 une table ronde pour examiner le rapport du Secrétaire général au Comité préparatoire de la Conférence (A/AC.257/12) et proposer des mesures que la Commission pourrait prendre pour préparer la Conférence. Cette table ronde a été suivie, le 6 juillet, d'une réunion d'un groupe d'experts qui a examiné les conclusions de la table ronde et défini d'un commun accord les questions à traiter dans les documents de travail dans le cadre de la consultation sur le financement du développement. Ces questions portaient notamment sur les systèmes bancaires et financiers des pays arabes; le microfinancement; l'endettement; l'investissement et le commerce. Par la suite, une réunion régionale sur le financement du développement a eu lieu à Beyrouth du 11 au 13 septembre 2001. Des représentants des banques régionales, des chambres de commerce et de

l'industrie, des universitaires, des hauts fonctionnaires gouvernementaux et des représentants du secteur privé ont assisté à cette réunion.

22. Le secrétariat de coordination de la concertation sur le financement du développement, agissant en coopération avec le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales de l'ONU a diffusé, au moyen de bulletins, par courrier, sur Internet et par courrier électronique, à plus de 10 000 organisations et réseaux représentant la société civile le texte des paragraphes 8 et 9 de la résolution 55/245 B de l'Assemblée générale et les a invités à faire état des initiatives concrètes qu'ils avaient prises pour appuyer les préparatifs de la concertation sur le financement du développement et la Conférence, dans le cadre des questions de fond inscrites à l'ordre du jour.

23. La compilation figurant à l'annexe II, qui n'indique que les rapports reçus, n'est pas complète. Elle est organisée par activités entreprises ou prévues par des organisations/réseaux pendant la période allant de mai 2001 à mars 2002. Pour plus de détails sur les informations présentées par les organisations de la société civile, consulter Internet à l'adresse ci-après : <<http://www.un.org/ffd>>.

IV. Programme de travail des milieux d'affaires

24. Conformément à la demande formulée dans la résolution 55/245 B de l'Assemblée générale, le secrétariat de coordination de la concertation sur le financement du développement appuie les efforts déployés par les milieux d'affaires pour mettre sur pied un programme d'activités organisées par divers interlocuteurs durant la période précédant la Conférence en mars 2002. L'annexe III contient un calendrier provisoire de ces activités. Le secrétariat continuera d'appuyer et de suivre la mise en oeuvre de ces activités et de donner des conseils à cette fin. Outre les activités mentionnées à l'annexe III, il convient peut-être de noter qu'il est envisagé d'inscrire le financement du développement à l'ordre du jour de la réunion annuelle du Forum économique mondial, qui aura lieu à Davos (Suisse) en janvier/février 2002.

25. Le secrétariat a également encouragé, à la fois directement et par l'intermédiaire des divers interlocuteurs, les entités du secteur privé à demander à être accréditées auprès de la concertation sur le finance-

ment du développement afin de pouvoir participer aux prochaines réunions du Comité préparatoire en octobre 2001 et janvier 2002 ainsi qu'à la Conférence en mars 2002.

V. Autres activités préparatoires

26. Les divers départements du secrétariat participant à l'organisation de la Conférence ont effectué une mission de planification à Monterrey du 30 juillet au 2 août 2001, visité le site envisagé pour la Conférence et d'autres installations locales, et débattu des préparatifs de la Conférence avec les autorités mexicaines. L'accord avec le pays hôte devrait être signé prochainement entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement mexicain.

Annexe I**Activités de la CNUCED**

<i>Date et lieu</i>	<i>Titre de la manifestation et résultats</i>	<i>Page Web</i>	<i>Thèmes financement du développement</i>
6 et 7 septembre 2001, New York	Exposé dans le cadre de l'atelier sur le financement du développement organisé par le groupe intergouvernemental des 24		Tous les thèmes
27 septembre 2001, New York	Séance d'information du Groupe des 77 sur le <i>Rapport sur l'investissement dans le monde, 2001</i> (vers de nouvelles relations interentreprises) de la CNUCED (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.D.12) et activités visant à promouvoir les flux d'investissement privé à long terme, en particulier les investissements étrangers directs, dans l'optique des recommandations sur les mesures et politiques visant à maximiser l'impact des investissements étrangers directs sur le développement que le Secrétaire général a formulées dans son rapport au Comité préparatoire de la Conférence à sa seconde session de fond (A/AC.257/12) en date du 18 décembre 2000	< http://www.unctad.org > Publications et documents : UNCTAD/WIR/2001	2 et 6
1er et 2 octobre 2001, Genève	Conseil du commerce et du développement, quarante-huitième session : point 3 de l'ordre du jour : Réforme de l'architecture financière internationale	Voir ordre du jour du Conseil du commerce et du développement (TD/B/48/1) Publications et documents : <i>Rapport sur le commerce et le développement, 2001</i> (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.D.10) [UNCTAD/TDR(2001)], deuxième partie intitulée « Réforme de l'architecture financière internationale »; communiqué de presse TAD/INF/PR12	Tous les thèmes
Janvier 2002, New York	Séminaire d'une durée de deux jours sur l'accès au marché (dates indicatives, 21 et 22 janvier 2002)	< http://www.unctad.org >	3 et 6

<i>Date et lieu</i>	<i>Titre de la manifestation et résultats</i>	<i>Page Web</i>	<i>Thèmes financement du développement</i>
Fin 2001, New York	Séminaire d'une durée de deux jours sur les principales questions issues des travaux préparatoires sur le processus de financement du développement qui présentent de l'intérêt pour les membres du Comité préparatoire N. B. : Sous réserve des ressources disponibles	< http://www.unctad.org >	Tous les thèmes
Mars 2002, Monterrey	Forum sur les investissements étrangers directs et le développement organisé par la CNUCED et la chambre de commerce internationale (CCI) N. B. : Sous réserve des ressources disponibles	< http://www.unctad.org >	2 et 6

Annexe II

Initiatives de la société civile dans le cadre du financement du développement

Les initiatives de la société civile suivantes ont été portées à l'attention du Comité préparatoire :

- En mai 2001, un forum d'organisation d'ONG mexicaines, composé de six réseaux de la société civile représentant de multiples organisations nationales et internationales, appuyé par un comité directeur international constitué de 10 réseaux internationaux thématiques participant au processus de financement du développement, a été institué. Ce forum, en consultation avec le Comité directeur international et d'autres réseaux internationaux, a décidé d'organiser à Monterrey, une semaine avant la Conférence internationale sur le financement du développement, un colloque d'ONG participant à la Conférence (dont les lieu et date doivent être précisés par le Comité d'organisation et le Gouvernement mexicain). Ce colloque sera organisé autour de l'ordre du jour de la Conférence et examinera également d'autres thèmes – questions relatives aux femmes, environnement, travail et droits économiques et sociaux. Adresse électronique : <pueblodip@laneta.apc.org> ou <alcadeco@infosel.net.mx>;
- Le Bureau de la société des amis auprès des Nations Unies, qui participe activement au processus de financement depuis le début, a organisé un colloque (Mohonk Mountain, New Paltz, New York, 17-19 juin 2001) qui a réuni des représentants des parties prenantes, des gouvernements, du Secrétariat des Nations Unies et de la société civile pour examiner les éléments de fond et les conclusions auxquelles pourrait aboutir la Conférence;
- L'Institute for Development Studies, Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), a organisé à Londres (10 juillet 2001) une réunion de représentants des secteurs privé et public et d'universitaires britanniques qui ont débattu des questions jugées cruciales pour le processus de financement du développement;
- Reality of Aid Asia Network et le Réseau de recherche pour l'Asie et le Pacifique ont organisé une conférence sur l'aide publique au développement en Asie (Manille (Philippines), 18-20 juillet 2001). Page Web : <<http://www.apmet.org>>;
- Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), qui participe activement depuis le début au processus de financement du développement, a organisé, en coopération avec le groupe de travail des ONG sur le financement du développement, un forum consacré à la stabilité financière de l'économie mondiale (New York, 7 septembre 2001). Adresse électronique : <fesny@fesny.org>;
- L'Association danoise pour les Nations Unies, en coopération avec Kvindernes U-land Sudvalg (KULU-Femmes et développement), Ibis et l'Association danoise pour la coopération internationale (Mallemfolkeligt Samvirke), organise une conférence des pays nordiques (Copenhague, 5 octobre 2001) sur le thème « Nouveaux objectifs d'une gouvernance mondiale ». L'Association danoise pour les Nations Unies a ouvert une page sur son site Web consacrée au financement du développement. Adresse électronique : <<http://www.una.dk/ffd/>>;
- Action for Economic Reforms, « Veille sociale, Coalition pour un monde sans dette », Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)-Philippines, Human Development Network, en collaboration avec le Gouvernement philippin et le bureau de pays du PNUD, se sont réunis et ont convenu de créer un groupe de travail préparatoire à la Conférence internationale sur le financement du développement. Le groupe, composé de hauts fonctionnaires et de représentants de la société civile, organise une série de séminaires et d'activités connexes aboutissant à une conférence qui arrêtera définitivement et approuvera la position du Gouvernement philippin et des ONG sur le financement du développement. La dernière réunion, consacrée à l'élaboration d'un programme pour la société civile, a eu lieu du 13 au 15 août 2001 [Diliman, Quezon (Philippines)]. Des représentants de la société civile ont présenté, pour examen et débats, différentes communications relatives au financement du développement, qui devaient servir

de base à l'adoption d'une position commune des ONG, dont ils ont débattu ensuite avec de hauts fonctionnaires, dans le but d'adopter des stratégies communes. La série de réunions entre ONG et gouvernement commencera fin septembre et sera suivie de réunions complémentaires en novembre et décembre. Adresse électronique : <filomnoiii@yahoo.com>

ou

- KULU-Les femmes et le développement (Denmark) (organisation non gouvernementale non partisane regroupant 26 organisations et groupes féminins, 2 organisations locales et des membres individuels au Danemark) organise les conférences ou séminaires suivants : « Les femmes dans l'économie mondiale : le financement du développement – investir dans les femmes » (Parlement danois, Copenhague, 25 octobre 2001);
- « Les échanges commerciaux génèrent-ils un développement favorable aux femmes? » (27 octobre 2001); « Établissement d'un budget prenant en compte les préoccupations des femmes » (janvier 2002). Adresse électronique : <kulu@kulu.dk>; site Web : <www.kulu.dk>;
- Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE) est une association internationale ayant son siège en Belgique qui regroupe 14 organisations catholiques s'occupant de développement et travaille avec d'autres organisations et partenaires dans les pays du Nord et du Sud. CIDSE et l'équipe de travail sur la justice sociale de Caritas Internationalis (CI) donnent régulièrement des informations à jour à ses membres et partenaires stratégiques comme les organisations catholiques internationales et organisations partenaires du Sud et ont par ailleurs prévu les activités suivantes : réunion avec Mats Karlsson, Vice-Président de la Banque mondiale (Bruxelles, 17 mai 2001); organisation d'un séminaire avec les partenaires des pays du Sud de CIDSE-CI sur le thème « De la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à la Conférence sur le financement du développement au Mexique » (Bruxelles, 18 mai 2001); réunion d'un représentant du Forum d'organisation des ONG mexicaines et des réseaux d'ONG belges et européens ayant leur siège à Bruxelles pour discuter de la coordination des activités des ONG européennes relatives au financement du développement (Bruxelles,
- 2 juillet 2001). En outre, CIDSE a facilité l'organisation d'une réunion entre le secrétariat chargé de la coordination des activités relatives au financement du développement et les réseaux européens ayant leur siège à Bruxelles, les organisations membres de CIDSE et les ONG belges sur l'état d'avancement du processus de financement du développement et la situation de la dette (secrétariat de CIDSE, Bruxelles, 12 juillet 2001); et de la réunion entre des membres du secrétariat chargé de la coordination du financement du développement et les ONG suisses, l'organisation suisse Fastenopfer membre de CIDSE, le Conseil oecuménique des églises et les ONG des pays du Sud sur l'état d'avancement du processus de financement du développement et la situation de la dette (Genève, 13 juillet 2001). Il est également prévu d'organiser deux déjeuners-débats : au cours de la reprise de la troisième session du Comité préparatoire, l'un portant sur l'adoption d'une approche axée sur la pauvreté dans l'analyse des conditions permettant d'assumer le poids de la dette, l'autre concernant la taxe sur les transactions financières; et l'établissement de documents directifs qui serviront de base aux activités de plaidoyer et de sollicitation des pouvoirs publics. Page Web : <<http://www.cidse.org/en/index.html>>;
- Les membres de CIDSE ont organisé ou organisent actuellement au niveau national une série de réunions et d'audiences publiques, établissent des rapports et mènent d'autres activités à l'appui du processus de financement du développement. Ces activités portent sur diverses questions, notamment les questions concernant l'aide publique au développement, l'allégement de la dette, la conditionnalité, les questions relatives aux femmes et au financement du développement, et les taxes sur les transactions financières. Les membres nationaux de CIDSE ont fait rapport sur les activités qu'ils ont menées en Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas et Suisse. Des informations sur le financement du développement peuvent être consultées sur le site Web : <<http://www.un.org/ffd>>;
- Le Forum d'élaboration des politiques de développement de la Fondation allemande pour le développement international organise un dialogue international sur les réformes du secteur financier

face à la mondialisation à Berlin, les 1er et 2 novembre 2001. Cette manifestation – coparrainée par le Gouvernement fédéral allemand – réunira un groupe important de dirigeants et personnalités influentes de gouvernements, d'organisations multilatérales et internationales, d'organisations de la société civile et du secteur privé de toutes les régions du monde;

- La « Global Development Initiative » du Centre Carter organise, les 21 et 22 février 2002, à Atlanta, Géorgie, un Forum consacré à la coopération en faveur du développement, aux progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs du développement international et faisant valoir la nécessité de disposer de ressources adéquates pour les objectifs de développement. Le Forum sera présidé par l'ancien Président des États-Unis d'Amérique, Jimmy Carter, avec la participation de spécialistes et professionnels de premier plan des questions de développement de l'Organisation des Nations Unies, des institutions financières internationales, des pays en développement, de donateurs bilatéraux, d'ONG, d'universitaires, des médias et du secteur privé.

Annexe III

Calendrier indicatif des activités du secteur des entreprises dans le processus de financement du développement

A. Activités organisées par les interlocuteurs essentiels : Forum économique mondial, Chambre de commerce internationale et Conseil des entreprises pour les Nations Unies

Activités suivantes :

1. Du 6 au 8 juin 2001 : réunions régionales du Forum économique mondial. Sommet économique pour l'Afrique australe à Durban.
2. De septembre 2001 à février 2002 : cinq tables rondes organisées par le Conseil des entreprises pour les Nations Unies à New York et Washington. Ces tables rondes examineront notamment les moyens d'améliorer les systèmes financiers et d'en accroître la stabilité, d'attirer des capitaux privés dans les pays en développement, le système de taxation international et l'harmonisation des objectifs des entreprises et du développement. Les dates des quatre premières tables rondes sont les suivantes : 6 septembre (New York), 11 octobre (New York), 12 novembre (Washington) et 12 décembre (New York). Participeront à ces réunions des dirigeants de sociétés privées (notamment de Wall Street), d'organisations internationales et de hauts responsables des gouvernements.
3. Octobre/novembre 2001 : réunions régionales de la Chambre de commerce internationale consacrées au financement du développement. La réunion régionale pour l'Afrique se tiendra à Accra (Ghana) les 25 et 26 octobre; la réunion pour l'Asie du Sud aura lieu les 11 et 12 novembre à Karachi (Pakistan) (thème principal : l'investissement étranger direct); et la réunion pour l'Amérique latine se tiendra à Caracas (Venezuela) les 29 et 30 novembre.
4. Octobre/novembre 2001 : réunions régionales du Forum économique mondial portant notamment sur les thèmes relatifs au financement du développement. Le Sommet économique pour l'Asie de l'Est se tiendra à Hong Kong (Région administrative spéciale de la Chine) du 29 au 31 octobre 2001. Le Sommet écono-

mique pour l'Asie du Sud se tiendra à New Delhi (Inde) du 2 au 4 décembre 2001.

5. Atelier organisé conjointement par le Forum économique mondial et le Département des finances, République et Canton de Genève pour étudier le rôle que pourrait éventuellement jouer la taxe Tobin dans la nouvelle architecture financière internationale.

6. Mars 2002 : forum des entreprises organisé conjointement par la Chambre de commerce internationale, le Conseil des entreprises pour les Nations Unies et (éventuellement) le Forum économique mondial. Aura lieu à Monterrey (Mexique) à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement du développement.

B. Autres activités importantes

Activités suivantes :

1. 29 mai 2001 : réunion organisée par le Money Matters Institute de Boston. Axée sur les priorités des services financiers étrangers et nationaux dans les marchés émergeants et sur les questions d'intérêt public telles que la formation intérieure de capital, la privatisation des fonds de pensions, la corruption et la transparence.
2. 16 juillet 2001 : Forum africain pour la promotion de l'investissement. Réunion à Genève.
3. Juillet/septembre 2001 : projet de recherche dirigé par Samuels Associates sur l'amélioration de la qualité de l'information et de l'analyse de manière à perfectionner la prise de décisions et la gestion des risques par les investisseurs internationaux et les dirigeants. Une réunion d'un groupe d'experts aura lieu en octobre/novembre 2001 et ses conclusions seront soumises aux membres de l'Organisation des Nations Unies.
4. Octobre 2001 : réunion à New York organisée par le Forum pour l'investissement social et la Confédération internationale des syndicats libres consacrée à l'investissement orienté vers la réalisation d'objectifs sociaux.